



ENVIRONNEMENT

Parc national : que les "pour" s'expriment

Alors que Nicolas Hulot a réaffirmé cette semaine son soutien au projet, la réunion de "Oui au Parc" a été notamment l'occasion, hier à Montigny-sur-Aube, d'évoquer les perspectives de développement économique du territoire. Et de rappeler l'importance de l'enquête publique programmée cet automne.

« **I**l y a eu une bonne nouvelle il y a deux jours. Nicolas Hulot a annoncé la création du onzième parc national au congrès des réserves naturelles de France. De quoi être très confiants ! » C'est par cette information, accueillie par des applaudissements, que Fabienne Bécot a ouvert l'assemblée générale de l'association "Oui au parc", hier après-midi, à Montigny-sur-Aube (Côte-d'Or). Oui, a confirmé Hervé Parmentier, directeur du groupement d'intérêt public du futur parc de la forêt feuillue, «un ministre porte fièrement un projet». Pour autant, a-t-il prévenu, «il ne faut pas se dire que c'est gagné. Car la condition, c'est que le projet conserve son ambition. Il conviendra de ne pas détricoter ce qu'on a écrit, car ce ne serait plus un Parc national.» En effet, la charte adoptée à 79 % par l'assemblée générale du GIP, le 15 mars, fera l'objet d'une consultation des 127 conseils municipaux, puis d'une enquête publique, «jusque fin novembre». «Les gens qui ne sont pas favorables au Parc se déplaceront encore, nous aussi



Jean-Claude Volot apporte son aide à la construction du projet économique.



Au nom des personnels locaux de l'ONF, Pauline Gérard a rappelé que son syndicat était favorable au projet.



Le journaliste Philippe Bertrand est venu en voisin animer une table ronde.

nous devons y aller pour dire que ce projet est très important pour l'avenir du territoire», a estimé Sonia Guoussan, secrétaire de l'association.

Les deux "E"

Devant quelque 80 personnes, parmi lesquelles de jeunes habitants, Jean-Claude Volot est ensuite revenu sur son aide au GIP pour la construction du projet économique, «avec lettre de mission du préfet et du président Marcel Jurien de La Gravière».

Pour l'industriel haut-marnais, ancien vice-président du Medef, en tablant - «On est modeste» - sur la venue de 100 000 touristes sur le territoire, le Parc pourrait apporter «plus de 55 millions d'euros de valeur ajoutée, ce n'est pas rien», à «ce territoire magnifique, qui représente 350 millions d'euros aujourd'hui». Une manne qui profitera notamment aux métiers de bouche, de l'hôtellerie (dans ce domaine, il y a «une très grande insuffisance»),

aux artisans locaux (par la rénovation de l'habitat, notamment en gîtes et chambres d'hôte), aux agriculteurs (par le développement des filières courtes), à la filière bois... Si le propriétaire de l'abbaye d'Auberive a souhaité s'investir dans cette mission, c'est qu'il est clair que le Parc fonctionnera à condition que «les deux "E" marchent ensemble, au même rythme : l'écologie et l'économie».

L. F.



Un syndicat favorable au Parc

Au nom du Snupef-Solidaires, «syndicat majoritaire» parmi les personnels de l'ONF, Pauline Gérard, technicienne à Châtillon-sur-Seine, est venue rappeler que l'organisation est, depuis l'origine, «pour le Parc national». Selon la jeune syndicaliste, «la diversité exceptionnelle de nos forêts mérite d'être conservée». Le Parc apparaît également comme «un outil pour développer et pérenniser le tissu économique local», pour favoriser «la recherche de débouchés technologiques de la ressource», pour proposer «de nouveaux services pour tous». Et le projet, assure-t-elle, «ne va pas à l'encontre des pratiques anciennes comme l'affouage, la chasse, la promenade, la cueillette...» Autre intervenant de l'après-midi : le journaliste et producteur bourguignon Philippe Bertrand, de France Inter. Il est venu en voisin animer une table ronde associant un scientifique et un ancien dirigeant de parc.

L'assemblée générale s'est tenue hier à Montigny-sur-Aube.